

Point de Presse du Conseil d'Etat

26 septembre 2012

La version Internet fait foi

M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat

M. Charles Beer, vice-président du Conseil d'Etat

M. David Hiler, conseiller d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Déjeuner en l'honneur de M. Yves Rossier, secrétaire d'Etat au sein du Département fédéral des affaires étrangères	4
Genève	5
Vaste réforme de la fiscalité immobilière	5
Actions contre la pénurie de personnel de santé	8
Application genevoise de vote électronique : accès au code source octroyé	8
Aide financière à la Fondation la Muse pour la créativité entrepreneuriale	9
Nominations	10
Nouveau secrétaire général du département de la sécurité	10
Renouvellement des conseils d'administration et de fondation des institutions de droit public	10
Agenda des invitations à la presse	20

Déjeuner en l'honneur de M. Yves Rossier, secrétaire d'Etat au sein du Département fédéral des affaires étrangères

Le Conseil d'Etat a reçu ce jour M. **Yves Rossier**, secrétaire d'Etat du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) entré en fonction le 1^{er} mai 2012.

Né à Delémont, M. Rossier est titulaire d'une licence en droit de l'université de Fribourg, d'un diplôme de hautes études européennes à l'Université de Bruxelles et d'un master en droit à l'Université de McGill (Canada). Il a intégré le Département fédéral des affaires étrangères en 1993. Entre 1994 et 2000, il a été conseiller scientifique auprès de M. Jean-Pascal Delamuraz, puis conseiller politique auprès de M. Pascal Couchepin, qui se sont succédé à la tête du Département fédéral de l'économie. Après avoir été directeur du secrétariat de la Commission fédérale des maisons de jeu, puis directeur de l'Office fédéral des assurances sociales, M. Rossier a succédé à M. Peter Maurer au poste de secrétaire d'Etat au DFAE en mai 2012.

La visite de ce jour prend toute son importance vu l'impact de la Genève internationale sur la Suisse. Elle témoigne également des relations privilégiées que Genève entretient avec le Département fédéral des affaires étrangères.

Vaste réforme de la fiscalité immobilière

Le système cantonal d'estimation fiscale des immeubles non locatifs doit être mis en conformité avec le droit fédéral. A cette fin, le Conseil d'Etat met en consultation un avant-projet de loi qui doit permettre de réformer le dispositif cantonal tout en corrigeant d'importantes inégalités de traitement. Un autre projet de loi a été déposé en vue de proroger et adapter de manière transitoire les valeurs fiscales des immeubles non locatifs. D'autre part, le Conseil d'Etat met en consultation trois avant-projets de lois qui visent à réformer globalement la taxation immobilière, pour la rendre plus simple, plus cohérente et plus équitable (voir [diaporama](#)).

1. Mise en conformité du système d'estimation des immeubles

La loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID), entrée en vigueur en 1993, accordait aux cantons un délai de huit ans pour modifier leur législation conformément au régime fédéral harmonisé. Ce délai est échu depuis le 31 décembre 2000. Depuis cette date, les cantons ne sont plus autorisés à introduire ni à maintenir des dispositions qui contreviennent aux règles d'harmonisation.

En vertu de la LHID, les immeubles doivent être estimés à leur valeur vénale (valeur de marché), à l'exception des immeubles agricoles qui sont estimés à leur valeur de rendement. En vertu de la LHID, les cantons ne sont pas autorisés à actualiser les valeurs fiscales établies à intervalles de longue durée. La fortune imposable doit être déterminée d'après son état à la fin de la période fiscale en cours.

La législation genevoise n'est pas conforme à la LHID. Le système actuel prévoit que la valeur fiscale des immeubles non locatifs est en principe revue tous les dix ans par des commissions d'experts. Dans les faits, la dernière estimation générale a été achevée en 1964 pour la période 1965-1974. Depuis lors, au vu des importantes ressources que nécessiterait une nouvelle estimation, le Grand Conseil a prorogé les valeurs fiscales pour les périodes 1975-1984, 1985-1994 et 1995-2004, en y ajoutant chaque fois une majoration de 20%. En 2005 et 2008, ces valeurs ont été prorogées sans majoration, pour des périodes respectives de 3 et 5 ans. En 2009, le département des finances a proposé à la commission fiscale du Grand Conseil des dispositions législatives permettant de mettre le système cantonal en conformité avec la LHID et de procéder à l'estimation fiscale des immeubles selon leur valeur vénale. Ces propositions n'ont pas été retenues.

Mesure transitoire : augmentation linéaire de la valeur fiscale

Étant donné l'échéance de la loi sur les estimations fiscales de certains immeubles (LEFI) actuelle à fin 2012 et faute de pouvoir procéder immédiatement à une réestimation globale, il est nécessaire de créer la base légale permettant à l'administration de disposer de valeurs fiscales. Le Conseil d'Etat propose dès lors (projet de loi LEFI adopté le 29 août 2012) de proroger jusqu'au 31 décembre 2016 les valeurs fiscales des immeubles non locatifs au 31 décembre 2012, avec une majoration linéaire de 20% appliquée à tous les immeubles non agricoles dont l'estimation n'a pas été modifiée depuis le 1^{er} janvier 2005, soit au cours des huit dernières années. Cette loi déploiera ses effets dès 2013 pour le prélèvement de l'impôt sur la fortune des personnes physiques, de l'impôt sur le capital de certaines personnes morales ainsi que de l'impôt immobilier complémentaire des personnes physiques et morales. La majoration de 20% accroît les recettes fiscales de quelque 31 millions de francs en 2013 et les années suivantes.

Mesure à long terme : modification du système d'estimation

La simple majoration de 20%, telle qu'elle est pratiquée depuis près de 50 ans, revient toutefois à repousser systématiquement l'estimation des immeubles à leur valeur réelle. Ce système perpétue une forte sous-évaluation qui n'a fait que s'accroître au fil du temps. Il en résulte des inégalités de traitement, souvent considérables, entre anciens et nouveaux propriétaires de biens immobiliers, de même qu'entre propriétaires de biens immobiliers et détenteurs de biens mobiliers.

Pour redonner à notre canton la capacité de procéder à une véritable estimation du parc immobilier conforme aux règles du droit fédéral harmonisé, le Conseil d'Etat met en consultation un avant-projet de loi modifiant la loi sur l'imposition des personnes physiques. Selon ce projet, tous les immeubles non locatifs devront être estimés à leur valeur vénale (valeur de rendement pour les immeubles agricoles), et ces estimations seront réalisées périodiquement, à une fréquence définie par le Conseil d'Etat.

Compte tenu de l'ampleur de la tâche (environ 92'000 objets), le projet autorise l'administration fiscale à recourir à une méthode statistique usuelle dans le monde bancaire et des assurances pour estimer les biens, s'agissant en particulier des 79'000 immeubles non agricoles. Cette méthode, dite « hédoniste », plus rapide et plus économique qu'une estimation individuelle réalisée par des experts, convient à la grande majorité des objets dont les caractéristiques sont relativement homogènes. Pour les objets atypiques ou qui connaissent peu de transactions, l'estimation sera confiée à des experts. Il en ira de même si la méthode statistique aboutit à une valeur supérieure ou inférieure à celle du marché.

S'agissant des propriétaires qui occupent leur logement, le projet de loi préserve l'abattement de 4% par année d'occupation continue, jusqu'à un maximum de 40%.

Étant donné l'échéance de la LEFI actuelle à fin 2012 et la nécessité pour l'administration fiscale de disposer de valeurs, ce projet de loi intègre les principes du projet LEFI mentionné ci-dessus, à titre de dispositions transitoires pour les années 2013 à 2016. Les travaux de réestimation seront effectués durant cette période de quatre ans, de manière à disposer de valeurs fiscales actualisées dès 2017. Le coût du processus de réestimation est évalué à quelque 12 millions de francs, répartis sur quatre ans.

Nécessité de prévoir des mesures de compensation

L'impact fiscal d'une réestimation du parc immobilier au 1^{er} janvier 2017 ne peut être calculé de manière fiable. Selon les projections de l'administration fiscale, une telle réestimation, si elle était réalisée en 2012, engendrerait des recettes supplémentaires de l'ordre de 287 millions de francs.

Le Conseil d'Etat souligne toutefois que cette réestimation n'a pas pour vocation d'alourdir encore l'ensemble des charges qui pèsent sur la fortune des contribuables, ce d'autant que les taux d'imposition de la fortune sont déjà, dans notre canton, les plus élevés de Suisse. Une réévaluation induisant quelque 287 millions de francs de recettes nouvelles doit donc être accompagnée d'un mécanisme de compensation fiscale.

L'avant-projet mis en consultation évoque les pistes suivantes :

- a) Compensation intégrale du montant d'impôts supplémentaires induits, via une réduction conséquente des taux d'imposition sur la fortune.
- b) Compensation intégrale du montant d'impôts supplémentaires induits, via une suppression de l'impôt immobilier complémentaire, complétée par une légère diminution des taux d'imposition sur la fortune.
- c) Compensation partielle du montant d'impôts supplémentaires induits, dans la perspective d'une diminution importante de l'imposition des personnes morales consécutive au résultat de la négociation entre la Suisse et l'UE sur les statuts fiscaux cantonaux.

2. Réforme globale de la fiscalité immobilière

Les trois autres avant-projets de lois mis en consultation ont pour but de simplifier la taxation immobilière, tout en respectant dans la mesure du possible la neutralité des recettes fiscales.

Avant-projet de loi abrogeant les droits d'enregistrement et de timbre

Cet avant-projet supprime la loi sur les droits d'enregistrement, ainsi que les dispositions de la loi générale sur les contributions publiques régissant le droit de timbre et les droits de succession et d'enregistrement - ces deux derniers étant tombés en désuétude. Ancienne et complexe, la loi sur les droits d'enregistrement se

justifiait du temps où le registre foncier n'existait pas. Quant au droit de timbre, il n'a guère de place dans une société moderne.

En vertu du droit actuel, les acheteurs d'un bien immobilier doivent s'acquitter d'un impôt représentant 3% du prix de vente d'un immeuble. Ces droits d'enregistrement imposés aux acheteurs frappent ainsi des valeurs qui n'ont subi aucune plus-value. Si les acheteurs constituent des gages immobiliers (cédules hypothécaires), ils doivent en outre payer 1,365% du montant de la cédule. À cela s'ajoute, pour les acheteurs, l'obligation d'assumer un important apport de fonds propres pour financer leur achat. Les vendeurs d'un bien immobilier, quant à eux, ne sont pas concernés par les droits d'enregistrement ni, bien entendu, par les gages immobiliers.

Avec la suppression de ce dispositif, les acheteurs n'auront plus à payer un impôt pour l'enregistrement d'un transfert de bien immobilier ou lors de la constitution d'un gage immobilier. Il en va de même du droit de timbre prélevé, en particulier, à cette occasion. L'abrogation de la loi sur les droits d'enregistrement permet, d'autre part, d'éviter quelque 25'000 opérations d'enregistrement annuelles.

Avant-projet de loi relatif à un impôt sur les gains immobiliers

Alors que les droits d'enregistrement frappent l'acquéreur d'un bien immobilier sur la valeur de l'immeuble - sans que celle-ci ait subi de plus-value -, l'impôt sur les gains immobiliers frappe le vendeur du bien en fonction de son gain. L'avant-projet de loi relatif à un impôt sur les gains immobiliers introduit un nouveau barème, proche de celui qu'applique le canton de Zurich. Celui-ci frappe les gains immobiliers en fonction de leur importance, selon un taux progressif. Il majore également l'impôt lorsque la période de possession du bien immobilier est courte, tandis que l'impôt diminue progressivement à partir d'une certaine durée. Cette réforme permet en outre de corriger des incompatibilités avec le droit fédéral et de clarifier des situations spécifiques.

Avant-projet de loi relatif à un impôt sur les successions et les donations entre vifs

Le troisième avant-projet abroge la loi sur les droits de succession et celle sur la dation en paiement. Il est rendu nécessaire par l'abrogation de la loi sur les droits d'enregistrement, dont le titre IV traite des donations entre vifs. Ce projet vise à traiter les donations avec les successions dans un seul projet de loi, comme c'est le cas dans tous les autres cantons, ces deux impôts obéissant aux mêmes règles fondamentales. Il maintient les barèmes et les catégories de bénéficiaires actuels. Il conserve en outre les principes de détermination de l'assiette de l'impôt et ses bases de calcul.

Un système plus cohérent et plus équitable

Selon les simulations de l'administration fiscale, l'application du nouveau barème pour les gains immobiliers devrait – toutes choses restant par ailleurs égales – compenser la baisse des recettes provenant de la suppression des droits d'enregistrement et de timbre.

Ce vaste chantier législatif vise à rendre la fiscalité immobilière plus simple, plus lisible et plus cohérente. La réforme privilégie une approche plus équitable, fondée sur l'importance du gain réalisé lors d'une opération immobilière et sur la durée de possession d'un bien. Il rompt avec un système désuet, frappant indifféremment des opérations qui ne dégagent aucune plus-value. Le remplacement des droits d'enregistrement et de timbre par un impôt progressif sur les gains immobiliers induira néanmoins une plus grande variabilité des recettes fiscales, en fonction de la conjoncture.

Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, département des finances, ☎ 022 327 98 07.

Actions contre la pénurie de personnel de santé

Le Conseil d'Etat a décidé d'allouer 600'000 francs à la lutte contre la pénurie de professionnels de santé dans le canton de Genève. Cette somme permettra de lancer un programme d'actions et de finaliser la préparation de mesures correctives à plus long terme (voir [diaporama](#)).

Si Genève ne souffre pas aujourd'hui d'une pénurie de main d'œuvre dans le domaine de la santé grâce au recours aux travailleurs formés en dehors du canton, ce dernier doit néanmoins se préparer à une augmentation des besoins liée notamment au vieillissement de la population. Le canton entend par ailleurs assumer ses responsabilités en termes de formation et accroître son autonomie en la matière.

C'est pour cette raison qu'il a nommé, en février 2011, un groupe de travail chargé d'élaborer des solutions. Formé de représentants des principales institutions partenaires de la santé, le groupe de travail sur la lutte contre la pénurie des professionnels de santé dans le canton de Genève a rendu son rapport au mois d'avril 2012. Ce document recense vingt-deux actions articulées autour de cinq axes stratégiques : formation, allocation des ressources, promotion/communication, conditions de travail/maintien en activité et pilotage.

Le Conseil d'Etat a mandaté ce groupe pour poursuivre ses travaux et assurer la mise en œuvre du programme d'actions. Une somme ponctuelle de 600'000 francs permettra de réaliser une série d'actions qui peuvent l'être sans délai. Elle servira également à préparer l'insertion éventuelle des actions à long terme dans le plan financier 2014-2017. Le Conseil d'Etat entend accorder une attention particulière au maintien ou au retour en emploi du personnel de santé, notamment dans le domaine infirmier.

Annexe : [Programme de lutte contre la pénurie des professionnels de la santé dans le canton de Genève – Rapport final](#).

Pour toute information complémentaire : M. François Abbé-Decarroux, directeur général de la HES-SO Genève, DIP, ☎ 022 388 65 05 ou M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 26.

Application genevoise de vote électronique : accès au code source octroyé

Le Conseil d'Etat a pris un arrêté autorisant un étudiant en master de la HES bernoise, ainsi que son superviseur, à accéder au code source de l'application genevoise de vote électronique.

Cette autorisation est donnée en application de l'article 60 alinéa 10 de la [loi cantonale sur l'exercice des droits politiques](#), qui permet l'accès à ce code aux électeurs justifiant « d'un intérêt scientifique et purement idéal ». Par analogie, cet accès est possible aux électeurs des cantons que Genève héberge sur sa plateforme de vote, Bâle-Ville, Berne et Lucerne. Il s'agira du troisième accès au code source du système genevois. Au terme de cet examen, un rapport sera remis aux responsables du projet (voir [communiqué du 11 septembre 2012](#)).

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Aide financière à la Fondation la Muse pour la créativité entrepreneuriale

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 110'000 francs pour l'année 2013 et de 75'000 francs par an pour les années 2014 à 2016 en faveur de la Fondation la Muse pour la créativité entrepreneuriale.

La Fondation la Muse pour la créativité entrepreneuriale a pour but de co-créeer aujourd'hui le monde de demain, en développant l'esprit d'entreprise et le potentiel créatif de la région. Elle vise à devenir une source d'inspiration reconnue pour favoriser la croissance professionnelle et personnelle de porteurs de projets, et l'émergence de nouveaux modèles économiques élaborés par, avec et pour la communauté. Elle fonde son action sur des valeurs d'entraide, de plaisir, d'intégrité, de créativité, d'écoute et d'autonomie.

Pour toute information complémentaire : Mme Emanuela Dose Sarfatis, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 59.

Nominations

Nouveau secrétaire général du département de la sécurité

Le Conseil d'Etat a nommé M. **Bruno Giovanola** au poste de secrétaire général du département de la sécurité. Il entrera en fonction le 1^{er} janvier 2013 et succédera à M. Robert Monin, dont la candidature au poste de directeur des ressources humaines des Services industriels de Genève avait été retenue au début du mois par le conseil d'administration de cette régie.

Agé de 57 ans, M. Giovanola est depuis 2009 directeur général de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT), dont il a notamment conduit la restructuration. Il avait auparavant fonctionné comme directeur des ressources humaines et des relations publiques dans une grande société active dans le domaine des matériaux. Fort d'une expérience de 17 ans de management dans l'industrie et les services, dont dix ans dans des groupes internationaux, M. Giovanola est titulaire d'un doctorat de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et d'un certificat d'études supérieures en gestion commerciale et marketing de l'Ecole des hautes études commerciales de Lausanne.



En tant que secrétaire général du département de la sécurité, il sera amené à finaliser l'organisation de ce département nouvellement recomposé et à assister le magistrat dans le pilotage de celui-ci. Il participera aussi à la coordination et à la mise en œuvre des activités administratives de l'Etat, notamment dans le cadre du collège des secrétaires généraux.

Pour toute information complémentaire : M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat, en contactant M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint chargé de communication, DS, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67.

Renouvellement des conseils d'administration et de fondation des institutions de droit public

Le Conseil d'Etat a arrêté la nomination des membres des conseils d'administration ou de fondation des institutions de droit public pour la période du 1^{er} octobre 2012 au 31 mai 2014 (voir [point de presse du 25 juillet 2012](#)).

S'agissant de ses propres représentants, le Conseil d'Etat a défini quelques principes relatifs à leur désignation qui figuraient déjà dans la [loi sur l'organisation des institutions de droit public](#), rejetée en [votation populaire le 17 juin 2012](#). C'est ainsi qu'il a posé la règle du non-cumul de mandats, en vertu de laquelle les membres ne peuvent siéger que dans un seul conseil. Il a également décidé de ne pas choisir de député-e-s au Grand Conseil pour le représenter au sein de ces conseils.

Le Conseil d'Etat a également profité de ce renouvellement pour harmoniser les règles en matière de rémunération des membres des conseils d'administration et de fondation, permettant ainsi par catégorie d'établissement, selon leur taille et leur importance, de fixer des règles cohérentes.

Quelques administrateurs n'ont pas encore pu être désignés formellement par le Conseil d'Etat du fait que le délai de recours relatif à leur élection n'est pas encore échu. Il s'agit des représentants élus du personnel des SIG. Des représentants de conseils municipaux, exception faite de la Ville de Genève, restent encore à désigner.

Conseil d'administration des Transports publics genevois (TPG)

- Présidence : vacante.
- Membres désignés par le Conseil d'Etat : M. Christophe-Xavier Clivaz, Mme Maja Lüscher, M. Eric Grasset (*), M. Jean-Marc Allenbach (*).
- Membres désignés par le Grand Conseil : Mme Céline Amaudruz (*), M. Thierry Cerutti (*), M. Philippe De Boccard, Mme Anita Frei, M. Philippe Meyer, M. Daniel Rasolo (*), M. Marco Ziegler.
- Membre désigné par le Conseil administratif de la Ville de Genève : M Rémy Pagani.
- Membre désigné par l'Association des communes genevoises : M. Marcel Goehring (*).
- Membre désigné par le Conseil d'Etat en qualité de représentant de la région frontalière française : M. Bernard Gaud.
- Membres désignés par le personnel des TPG : Mme Marie-Paule Bruynooghe (*), M. François Sottas, M. Philippe Schaedler.

(*) nouveau membre.

Parallèlement à ces nominations, le Conseil d'Etat a adressé un courrier au nouveau Conseil d'administration des TPG en vue de sa séance d'installation et du début de ses travaux.

Ce courrier précise les modalités d'organisation de la première séance du Conseil d'administration des TPG en l'absence notamment d'un président ou d'une présidente. En effet, Le Grand Conseil examine actuellement les modifications de la loi sur les TPG (LTPG) proposées par le Conseil d'Etat.

Conseil d'administration des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG)

- Membres de par la loi : M. Pierre-François Unger, M. Pierre-Alain Schneider, Mme Fabienne Clément.
- Membres désignés par le Conseil d'Etat : M. Michel Halpérin (*), Mme Geneviève Arnold, M. Roger Mayou (*), M. Olivier Sandoz, M. Pierre-François Leyvraz, M. Antoine Viellard (*).
- Membres désignés par le Grand Conseil : M. Michel Amaudruz (*), M. Frédéric Baldini (*), Mme Marisa Jaconi Devaud, Mme Gabrielle Maulini Dreyfus (*), M. Alain-Dominique Mauris, Mme Odette Saez (*), M. Eric Stauffer.
- Membres désignés par le personnel des HUG : M. David Andenmatten (*), Mme Solange Caillon(*), Mme Daniela Neves.

Le Conseil d'Etat a en outre désigné M. **Michel Halpérin** en tant que président du conseil d'administration des HUG. Détenteur d'une licence en droit délivrée par l'Université de Genève, ainsi que d'un brevet d'avocat, M. Halpérin exerce au Barreau de Genève depuis 1974. Membre de nombreuses associations professionnelles, il a été notamment membre du Conseil et Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Genève. En parallèle de ses activités professionnelles, M. Halpérin s'est investi dans la vie politique genevoise, siégeant comme député libéral au Grand Conseil, dont il a assumé la présidence en 2005-2006. Il n'a actuellement plus de mandat politique. Fin connaisseur du fonctionnement des institutions genevoises, M. Halpérin est également actif dans des associations internationales : il est notamment président d'honneur de Human Rights Watch International Committee Geneva. M. Halpérin dispose de toutes les compétences nécessaires pour accompagner les HUG dans les défis qui les attendent que ce soit en matière de maîtrise des coûts de la santé ou de mutation du système de soins suisse dans un contexte de concurrence accrue. Il saura en outre pleinement participer au rayonnement des HUG sur la scène internationale.

Le Conseil d'Etat tient enfin à exprimer sa profonde gratitude à M. Michel Balestra qui a œuvré avec un engagement sans faille pendant quatorze ans, dont les quatre dernières années en tant que président du conseil d'administration, à la bonne gouvernance des HUG. Hôpital d'excellence reconnu, premier hôpital universitaire de suisse, les HUG dispensent des soins de très haute qualité tout en maîtrisant les coûts de la santé dans un contexte concurrentiel particulièrement difficile. Par son action déterminée et efficace, M. Balestra a su conduire avec succès les profondes réformes menées par les HUG ces dernières années.

(*) nouveau membre.

Conseil d'administration des Services industriels de Genève

(sous réserve du représentant du Conseil administratif de la Ville de Genève jusqu'au 31 décembre 2012).

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : M. Pierre Maudet, Mme Laurence de la Serna (*), M. François Gillet (*), M. Alain Peyrot.
- Membres désignés par le Grand Conseil : M. Alberto Aliprandi, M. Eric Leyvraz (*), M. René Longet (*), M. Guillaume Pictet (*), Mme Alexandra Rys, M. Carlos Medeiros, M. Jérôme Strobel (*).
- Membres désignés par le Conseil municipal de la Ville de Genève : M. Félix Dalang (*), M. Pierre Gautier (*), M. Jean-Philippe Haas, M. Eric Peytremann.
- Membre désigné par le Conseil administratif de la Ville de Genève : M. Rémy Pagani.

Trois représentants élus par les conseils municipaux des communes autres que la Ville de Genève, ainsi que quatre représentants élus par le personnel de SIG, viendront compléter ce conseil d'administration. Les résultats des élections doivent encore être validés.

Le Conseil d'Etat a en outre désigné M. **Alain Peyrot** en tant que président du conseil d'administration de SIG. Membre du conseil d'administration de SIG depuis 2003 et président du comité audit et risques, M. Peyrot est président de la maison de Vessy (EMS), fonction qu'il quittera au 30 septembre 2012. Hormis ses engagements au sein d'établissements publics genevois, M. Peyrot, directeur général et administrateur de Naef Immobilier Genève SA jusqu'en 2003, est président de Naef Holding SA. Sa connaissance de SIG et du domaine de l'énergie, ainsi que son expérience en matière de gestion d'entreprises privées et publiques, lui permettront de renforcer SIG dans un contexte énergétique en pleine mutation, face aux défis que représentent notamment la poursuite de la libéralisation du marché de l'électricité et la sortie du nucléaire.

Enfin, le Conseil d'Etat tient à remercier M. Daniel Mouchet pour son engagement de plus de treize ans au profit de SIG, dont près de dix à la présidence du conseil d'administration.

Conseil d'administration de l'Hospice général (HG)

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : M. Pierre Martin-Achard (président), M. Bernard Girod (*), M. Léonard Vernet (*).
- Membres désignés par le Grand Conseil : Mme Sophie Florinetti (*), M. Rémy Kammermann.
- Membres désignés par l'Association des communes genevoises : M. Thierry Apothéloz, Mme Fabienne Fischer (*).
- Membre représentant le personnel : Mme Anne Vifian.

(*) nouveau membre.

Conseil d'administration de l'Aéroport international de Genève (AIG)

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : Mme Isabel Rochat (présidente), M. Pierre Bernheim, M. Jean-Pierre Jacquemoud, M. André Kudelski (vice-président), M. John Tracey.
- Membres désignés par le Grand Conseil : Mme Fabienne Fischer (*), M. Patrick Lussi (*), M. Pierre Mirabaud, M. Eric Stauffer, M. Alberto Velasco (*), M. Sully Paul Vuille.
- Le représentant du Parti démocrate-chrétien sera désigné ultérieurement (prochaine session du Grand Conseil).

- Membre désigné en son sein par le Conseil administratif de la commune du Grand-Saconnex : Mme Elizabeth Böhler-Goodship.
- Membre désigné en son sein par le Conseil administratif de la commune de Meyrin : M. Jean-Marc Devaud.
- Membres désignés par le Conseil d'Etat, sur proposition des chefs des départements de l'économie publique des cantons romands : M. Jean-Michel Cina, M. Philippe Leuba (*).
- Membre désigné par le Conseil d'Etat, sur proposition des présidents des Conseils généraux des départements français limitrophes : M. Christian Monteil.
- Membres élus par le personnel de l'établissement : M. Pascal Helfer (*), M. Eric Jeanneret, M. Laurent Maret.

(*) nouveau membre.

Conseil d'administration des Rentes genevoises

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : M. Andrew Allender (*), Mme Catherine Bertolo Monnier, M. Paul Dembinski, Mme Viviane Jacot, M. Pierre Vostrel (*).
- Membres élus par les assurés : M. Nicolas Perez, Mme Monique Stoller Fuellermann.

Le Conseil d'Etat a en outre désigné M. **Paul Dembinski** aux fonctions de président du conseil d'administration des Rentes genevoises. M. Dembinski assume la direction à titre bénévole de l'Observatoire de la finance à Genève, dont la mission est la promotion de la prise en compte du bien commun dans les activités financières. Il est également professeur associé à l'Université de Fribourg (chaire de stratégie et de concurrence internationales), après avoir été maître assistant à l'Université de Genève. M. Dembinski est titulaire d'un doctorat en économie politique de l'Université de Genève.

(*) nouveau membre.

Conseil d'administration des cliniques genevoises de Joli-Mont et de Montana

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : Mme Sabine Von Der Weid (présidente), Mme Odile Brulhart (*), Mme Marie Da Roxa, Mme Bénédicte Montant (*), M. Jean-Pierre Sollberger (*).
- Membres désignés par le Grand Conseil : Mme Madeleine Bernasconi, M. Pierre-Alain Cristin, M. Michel Dominicé, Mme Anne Etienne-Nagy, M. Simon Regard (*), M. Carlos Saraiva Medeiros, M. Pierre Scherb (*).
- Membre désigné par l'Association des médecins du canton de Genève : Mme Jacqueline Caillat (*).
- Membre désigné par Santésuisse : Mme Dominique Tritten.
- Membres désignés par le personnel des Cliniques genevoises de Joli-Mont et de Montana : Mme Chantal Vuillat, M. Jean-Claude Allegro.

(*) nouveau membre.

Conseil d'administration de l'Institution de maintien, d'aide et de soins à domicile (IMAD)

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : M. Moreno Sella (*) (président), M. Philippe Aegerter (*), Mme Sandrine Longet Di Pietro (*), M. Charles Seydoux (*).
- Membres désignés par le Grand Conseil : Mme Christine Casadei-Jecklin (*), Mme Sabine de Clavière (*), M. Christophe Dunner (*), Mme Marie-Thérèse Engelberts (*), Mme Eliane Michaud-Ansermet (*), M. Serge Raemy (*), M. Lionel Ricou (*).
- Membre désigné par l'Association des communes genevoises (ACG) : M. François Baertschi (*).
- Membre désigné par l'Association des médecins du canton de Genève (AMG) : M. Didier Châtelain (*).
- Membre désigné par le personnel de l'IMAD : Mme Malika Fischer-Lagabi (*).

(*) nouveau membre.

Conseil de fondation de la Fondation des parkings (FdP)

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : M. Frederik Sjollema (président), M. Jean-Marc Odier, Mme Elisabeth Chatelain (*), Mme Nathalie Hardyn (*), Mme Anne-Marie Gisler (*).
- Membres désignés par le Grand Conseil : Mme Rosa Delia Maillart (*), M. Claude Miffon (*), M. Pierre Moia, M. Yves Nidegger (*), M. Daniel Rinaldi, M. Olivier Sauty, M. Thomas Wenger (*).
- Membre désigné par le Conseil administratif de la Ville de Genève : M Rémy Pagani.
- Membre désigné par l'Association des communes genevoises : Mme Carole-Anne Kast (*).

(*) nouveau membre.

Conseil d'administration des Etablissements publics pour l'intégration (EPI)

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : Mme Claude Howald (présidente), Mme Monique Baud, M. Christian Frey, Mme Véronique Girardin Canonica, M. René Kamerzin, M. Michel Pluss, Mme Anne-Marie Oberson.
- Membres désignés par le Grand Conseil : Mme Ayari Félix Beltrametti (*), Mme Bérangère Gautier.
- Membre élu par le personnel des EPI : M. John Chappuis.

(*) nouveau membre.

Conseil d'administration de l'office cantonal des assurances sociales (OCAS)

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : M. Steeves Emmenegger (président), Mme Monique Vali.
- Membres désignés par le Grand Conseil : M. Jacques Robert (*), Mme Stéphanie Ruegsegger.
- Membres représentant les partenaires sociaux : Mme Martine Bagnoud, M. Jean-Rémy Roulet.
- Membres élus par le personnel : M. Alain Magnenat (*), M. Matthieu Lazzerini (*).

(*) nouveau membre.

Conseil de la Fondation pour la promotion du logement bon marché et de l'habitat coopératif (FPLC)

- Membres désignés par le Grand Conseil : M. Christophe Andrié, M. Florian Barro, M. Christian Buonomo, M. Jan Doret, Mme Christina Meissner, M. Eric Rossiaud, M. Denis Thévenoz.
- Représentant les milieux de la construction de logements estudiantins : M. Jean-Jacques Kronnenberger.
- Représentant du Groupement des coopératives d'habitation genevoises : M. Jean-Pierre Chappuis.
- Membre représentant les services de l'Etat avec voix consultative : M. Francesco Perrella.

Conseil de la Fondation HBM Camille Martin

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : Mme Marie-Paule Blanchard-Queloz, M. Bernard Fisch, M. Antoine Gabella, M. Patrick Gautier, M. Julien Menoud, Mme Kim Durussel, M. Jean-Claude Manghardt.
- Membres désignés par le Grand Conseil : M. Grégoire Gency, Mme Claudia Heberlein, M. Stéphane Lorenzini, M. Mauro Riva, M. Nicolas Senggen, M. Thierry Stauffer.
- Membre représentant de l'office du logement avec voix consultative : M. Michel Briefer.

Conseil de la Fondation HBM Emma Kammacher

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : Mme Eliane Babel-Guerin, M. Bruno Florinetti, M. Eric Dunant, Mme Anne Grossmann, M. Jean-Pierre Rageth, M. Nicolas Rufener, Mme Nicole Valiquet.
- Membres désignés par le Grand Conseil : M. Philippe Barmettler, M. Michel Baud, M. Jean-Claude Cristin, M. Roger Golay, M. Dominik Meyer, M. Didier Prod'hom.
- Membre représentant de l'office du logement avec voix consultative : M. Michel Briefer.

Conseil de la Fondation HBM Jean Dutoit

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : Mme Romaine de Kalbermatten, M. Frédéric Herreras, M. Gilbert Moreillon, M. Bernard Bourquin, M. Jean-Jacques Gerster, Mme Raphaëlle Vavassori, Mme Valérie Vichet.
- Membres désignés par le Grand Conseil : Mme Jacqueline Bischoff, Mme Anne-Marie Cardinaux, M. Renaud Dupuis, M. Roger Marty, M. Marcel Monney, M. Bertrand Reich, M. Pascal Spühler.
- Membre représentant de l'office du logement avec voix consultative : M. Michel Briefer.

Conseil de la Fondation HBM Emile Dupont

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : M. Roger Beer, M. Alain Grobet, M. Athanase Spitsas, Mme Marie-Claire Haussener Moinat, M. Ronald Labbe, Mme Olowine Rogg, M. Pierre-Yves Tapponnier.
- Membres désignés par le Grand Conseil : M. Thierry Cerutti, M. Yves Favre, M. Eric Fuld, M. Ernest Greiner, Mme Karine Hermenier Castro, Mme Hanumsha Qerkini, M. René Schneckenburger.
- Membre représentant de l'office du logement avec voix consultative : M. Michel Briefer.

Conseil de la Fondation René et Kate Bloch

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : M. Michel Charles Maulini, M. Jan Wilhelm Maurer, M. Serge Patek, M. Pascal Steiner, M. Claude Vallotton, Mme Béatrice Fuchs, Mme Emmanuelle Richoz Zogg.
- Membres désignés par le Grand Conseil : M. Stéphane Cornut, M. Yves de Coulon, M. René-Oscar Gevisier, M. Jean-Jacques Jaquet, M. Christian Perrier, M. Barthélémy Roch, Mme Eliane Schneeberger-Gubler.
- Membre représentant de l'office du logement avec voix consultative : M. Michel Briefer.

Commission administrative de la fondation officielle de la jeunesse (FOJ)

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : Mme Françoise Arbex, Mme Daniela Bertossa, Mme Françoise Joliat (présidente), M. Guy Girod.
- Membres élus par le Grand Conseil : M. Michel Beux, Mme Kelly Marie-Josée Clamy Boccard, M. Thierry Derobert, M. Yves Richard, M. Joachim Schwitzguebel, Mme Marie-Louise Thorel, M. Jean-Marie Voumard.
- Chef de service de l'office de la jeunesse siégeant avec voix consultative : M. Pierre-Yves Aubert.
- Président du Tribunal des mineurs siégeant avec voix consultative : M. Olivier Boillat.

Conseil de fondation de la Fondation d'aide aux entreprises (FAE)

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : Mme Emanuela Dose Sarfatis, M. Gilles Desplanches (*), Mme Caroline Ferrero Menut (*), M. Philippe Lathion (président), M. Mauro Lorenzi (*), M. Laurent Terlinchamp, M. Olivier Grometto, M. Jacques Robert, M. Erwin Meyer.
- Membres désignés par le Grand Conseil : M. André November, M. Cédric Ricou (*).

(*) nouveau membre.

Conseil d'administration de la Fondation pour les terrains industriels (FTI)

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : M. Dominique Frei (*), M. Pascal Chobaz (*), M. Pierre-François Unger (président), M. Jacques Cottet, M. Charles Lassauce (*), M. Charles Spierer.
- Membre désigné par le Conseil administratif de la Ville de Genève : M. Rémy Pagani.
- Membres désignés par les communes sur le territoire desquelles la FTI exerce son activité : M. François Baertschi, M. Jean-Marc Devaud, M. Thierry Durand, M. Claude Guinans, M. Yvan Rochat, M. Nicolas Walder.

- Membres désignés par le Grand Conseil : Mme Dominique Amaudruz (*), M. Thomas Büchi, Mme Aurore Bui, M. Bénédic Fontanet, M. Jean-François Girardet (*), M. René Koechlin, M. Jean-Pierre Thorel.

(*) nouveau membre

Conseil d'administration de la Caisse publique de prêts sur gages

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : M. Stefano Moioli, M. Frédéric Vallat (*).
- Membres élus par le Grand Conseil : Mme Sarah Delacoste (*), M. Pablo Garcia, M. Jean André Metrailler, M. Gregory Niederhäusern, M. Luc Ricou, M. Kilian Riviera (*).

Le Conseil d'Etat a en outre reconduit M. **Luc Ricou** dans ses fonctions de président du Conseil d'administration de la Caisse publique de prêts sur gages.

(*) nouveau membre.

Commission administrative de la Maison de retraite du Petit-Saconnex

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : Mme Floriane Ermacora (*), M. Jésus Arroyo (*).
- Membres désignés par le Grand Conseil : M. Olivier Jacques Baud, Mme Janine Berberat, M. Gilbert Catelain (*), Mme Christina Hangauer (*), M. Paolo Lupo (*), M. Amar Madani (*), Mme Hélène Thurnherr-Gaulis.
- Membre élu par les pensionnaires : Mme Josette Isler.
- Membre élu par le personnel : M. Xavier Carlo.

(*) nouveau membre.

Conseil d'administration de la Maison de Vessy

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : Mme Janine Hagmann (présidente) (*), Mme Marie-Christine Kössler, Mme Vesca Olsommer, M. Pierre-Louis Portier.
- Membres désignés par le Grand Conseil : M. Anouar Belkhodja (*), Mme Marie-Thérèse Engelberts (*), M. Marcel Goehring (*), M. Constantin Sayegh (*), M. Michel Stambach (*), Mme Agnès Taillard, M. Pascal Uehlinger (*).
- Membre représentant le Conseil administratif de la Ville de Genève : Mme Jocelyne Haller.
- Membre représentant l'Hospice général : vacant.
- Membres élus par le personnel : Mme Patricia Berthet (*), Mme Virginie Melloul (*).
- Membre élu par les pensionnaires : Mme Thérèse Peyer (*).

(*) nouveau membre.

Conseil de la fondation pour l'exploitation de pensions pour personnes âgées La Vespérale

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : M. Moreno Sella (président); M. Claude Aberle (*), Mme Nathalie Bornoz (*), M. Yves Richard.
- Membres désignés par le Grand Conseil : M. Daniel Badoux (*), Mme Nadine Béné (*), M. Pierre-Alain Cristin (*), Mme Fabienne Gautier (*).

(*) nouveau membre.

Conseil d'administration du Fonds cantonal de compensation de l'assurance-maternité

- Membre désigné par le Conseil d'Etat : Mme Christine Sayegh (présidente).
- Membres désignés par le Grand Conseil : Mme Sophie Demaurex, Mme Monika Ducret, Mme Jacqueline Retfalvi, M. Bernhard Riedweg, M. Jean-Rémy Roulet, M. Jean-Philippe Terrier, Mme Delphine Wuest (*).
- Membres représentant les partenaires sociaux : Mme Valérie Buchs, M. Michel Reuse, M. Olivier Sandoz, Mme Nicole Valiquier Grecuccio.

(*) nouveau membre.

Fonds cantonal de compensation des allocations familiales

- Membre désigné par le Conseil d'Etat : Mme Christine Sayegh (présidente).
- Membres représentant les partenaires sociaux : Mme Martine Bagnoud, M. Joël Mugny (*), M. Jean-Rémy Roulet, M. Olivier Sandoz.
- Membre représentant le département de la solidarité et de l'emploi : M. Michel Blum.

(*) nouveau membre.

Conseil de fondation de la Fondation pour les zones agricoles spéciales (FZAS)

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : Mme Karine Salibian-Kolly, M. Jean-Marc Sermet, M. Bernard Trottet.
- Membres désignés par l'Association des communes genevoises : M. Dinh Manh Uong et M. Johannes-Potter van Loon (*).
- Membre désigné par l'Union maraîchère de Genève : M. Alexandre Cudet.
- Membres désigné par AgriGenève : Mme Martine Roset.
- Membre désigné par le Groupement technique horticole : M. Jacques-Olivier Elmer (*).

(*) nouveau membre.

Conseil de la Fondation du Centre international de Genève (FCIG)

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : M. Jean-Luc Chopard, M. Olivier Coutau, M. Thomas Mader, M. Daniel Starrenberger.
- Membres désignés par le Grand Conseil : M. Gabriel Barta, Mme Fabienne Beaud, M. François Bolsterli, Mme Karine Hermenier Castro, M. Jeffrey Nahas.

Conseil de fondation de la Fondation de la Haute école de travail social – Institut d'études sociales

- Membres désigné-e-s par le Conseil d'Etat : M. François Abbé-Decarroux, Mme Dominique Chautems Leurs – présidente (représentants du département de l'instruction publique, de la culture et du sport), M. Albert-Luc Haering (représentant du département de la solidarité et de l'emploi), M. Fabrizio Bervini (représentant du département de la sécurité).
- Membre désignée par le Conseil administratif de la Ville de Genève : Mme Francine Koch.
- Membres désignés par le rectorat de l'Université de Genève : deux sièges vacants (représentants de l'Université de Genève, dont un représentant de la faculté de psychologie et des sciences de l'éducation).
- Membres choisi-e-s en dehors de la Fondation sur proposition de la Haute école de travail social – Institut d'études sociales (dix représentant-e-s dont quatre représentant-e-s des employé-e-s de chaque filière du travail social et de la psychomotricité et quatre représentant-e-s des employeurs de ces mêmes filières, ainsi que deux personnes complémentaires) : Mme Magali Genoud (représentante employés – Psychomotricité), Mme Eugénie Sayad (représentante employeurs – Psychomotricité), M. Yves Belet (représentant employés – Animation socio-culturelle), M. Yann Boggio (représentant employeurs – Animation socio-culturelle), M. Eric Jost (représentant employés – Education sociale), M. Hervé Durgnat, (représentant employeurs – Education sociale), Mme Jocelyne Haller (représentante employés – Service social), M. Dominique Olivier Froidevaux (représentant employeurs – Service social), M. Denis Schmidt, un siège vacant (membres indépendants).
- Membres désignés sur proposition de la Haute école de travail social – Institut d'études sociales : Mme Claire-Lise Mégard Mutezintare, M. Paul Yawer (représentant-e-s du personnel), Mme Gwénaëlle Saillant, un siège vacant (représentant-e-s des étudiant-e-s).

Conseil de fondation de la Fondation de la Haute école de santé – Le Bon Secours

- Département de l'instruction publique, de la culture et du sport : M. Hugues Jordan (président).
- Département des affaires régionales, économie et santé : Mme Ursula Ledermann-Bulti.

- Experte juridique : Mme Anne Troillet.
- Expert financier : siège vacant.
- Comité de direction des Hôpitaux universitaires de Genève : Mme Marie-José Roulin.
- Département des affaires régionales, de l'économie et de la santé : Mme Sabrina Cavallero (représentante des cliniques privées).
- Conseil de fondation de la fondation des services d'aide et de soins à domicile : M. Marc Hermant.
- Fédération genevoise des établissements médicaux sociaux : Mme Liljana Krsteva.
- Section genevoise de l'Association suisse des infirmiers et infirmières : Mme Catherine Barbey.
- Section genevoise de la Fédération suisse des sages-femmes : Mme Sabine Cerruti.
- Association Antenne des diététicien-ne-s genevoise : Mme Nadine Maisonneuve.
- Association genevoise des physiothérapeutes : M. Stéphane Rickli.
- Section cantonale genevoise au Comité romand de l'Association suisse des technicien-ne-s en radiologie médicale : M. Pascal Bachmann.
- Association du personnel de la fondation : M. Marcel Basler, Mme Els Lichtsteiner.
- Association des étudiant-e-s : deux sièges vacants.
- HES-SO Genève : M. François Abbé-Decarroux.
- Université de Genève – Faculté de médecine : M. Louis Loutan.
- Université de Genève – Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation : siège vacant.

Conseil de fondation de la Haute école de musique – Conservatoire supérieur de musique de Genève

- Membre désigné par le Conseil d'Etat : M. David Lachat (président).
- Membre désigné par le département de l'instruction publique, de la culture et du sport : M. François Abbé-Decarroux.
- Membre désigné par l'organe délibératif suprême des Ecoles de musique chargées de l'enseignement musical de base : M. Peter Minten.
- Membre désigné par le Conseil de fondation du Conservatoire de musique de Genève – Ecole de musique (CMG-EM) : M. Francis Waldvogel.
- Membre désigné par le département de musicologie de l'Université de Genève : vacant.
- Membre désigné par l'Assemblée du corps enseignant : M. Nicolas Sordet.
- Membre désigné par le Conseil de fondation de l'Orchestre de la Suisse romande : Mme Sylvie Buhagiar.
- Membre désigné par le Conseil de fondation du Grand Théâtre : Mme Florence Kraft-Babel.
- Membres désigné-e-s par le Conseil d'Etat, six membres issus des milieux artistiques régionaux ou internationaux : sièges vacants.
- Membre désignée par le canton de Neuchâtel : Mme Elisabeth Bernoulli.

Fondation de droit public du Musée d'art moderne et contemporain (FONDAMCO)

- Membres désignés par le Conseil d'Etat : Mme Joëlle Comé, M. Jean-Pierre Greff, M. Marc-André Renold.
- La commission est présidée par M. Pierre Darier.

Commission consultative pour la lutte contre les nuisances dues au trafic aérien

- Membres désignés par l'Aéroport international de Genève : M. Robert Deillon, M. Marc Adrien Mounier.
- Membres désignés par les départements concernés (DSE, DU, DIME) : Mme Catherine Lance Pasquier (*), Mme Delphine Pressevot (*), M. Philippe Royer.

- Membres désignés par l'Association des communes genevoises : M. Jean-Marc Comte, M. Jean-Marc Devaud, M. Claude Genecand, M. Philippe Poget, M. Yvan Rochat.
 - Membre désigné par la Sous-Préfecture de Gex : M. François Meylan (*).
 - Membres désignés en tant que représentants des associations de protection de l'environnement : M. Philippe Calame, M. Boris Calame.
 - Membre désigné en tant que représentant des riverains de l'Aéroport international de Genève : M. John Michael Gerard (*).
 - Membre désigné en tant que représentants des services de la navigation aérienne : M. Pascal Hochstrasser.
 - Membre désigné en tant que représentant des compagnies aériennes utilisant l'aéroport : M. Ermanno Schena.
 - Membre désigné en tant que représentant un professionnel de la navigation aérienne (pilote de ligne) : M. Jean-Marc Thévenaz.
 - Membre désigné en tant que représentant de l'aviation générale : M. Michel Firmenich (*).
 - Membre désigné en tant que représentant un architecte ou ingénieur acousticien : M. Robert Beffa.
- (*) nouveau membre.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
26 septembre 17h30	Inauguration des mini-jardins de Châtelaine	Jardin de la Plage 13-15 avenue Henri-Golay 1203 Genève	DU DIME	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72 Jean-Marc Mitterer ☎ 022 546 76 10
27 septembre 16h15	Cérémonie de mise à disposition d'un terrain pour les forains et gens du voyage à Versoix au lieu dit « La Bécassière »	Chemin du Nant-de-la-Braille 1290 Versoix	DU	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
27 septembre 17h30	Inauguration des nouveaux locaux de l'office cantonal de l'emploi	14-16 rue des Gares	DSE	Florence Forget ☎ 022 388 24 37
28 septembre 11h00	Inauguration du tronçon renaturé du Foron à Ambilly/Thônex	Parking du stade d'Ambilly Rue de la Paix 74100 Ambilly (France)	DIME	Leyla Caragnano ☎ 022 546 76 14
1 ^{er} octobre 8h30-12h30	10 ^e Rassemblement des droits humains	La Pastorale 106, route de Ferney	DS CHA	Valeska Jeandupeux (CHA) ☎ 022 546 14 10
4 octobre 14h45	1+ pour tous, forum pratique au Salon des ressources humaines	Palexpo Halle 2	DSE	Florence Forget ☎ 022 388 24 37
11 octobre 11h00	Statuts fiscaux cantonaux et discussions entre la Suisse et l'UE : le point de la situation à Genève	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Roland Godel (DF) ☎ 022 327 98 07